

INTRODUCTION

La perception du terrorisme comme une menace à la sécurité internationale est un phénomène récent. Il faut en effet remonter au début des années 1990 pour que le terrorisme soit régulièrement cité au titre des formes d'agression pouvant mettre en danger l'intégrité des pays, le bien-être des populations et la stabilité de l'économie mondiale.

Les attentats perpétrés le 11 septembre 2001 sont venus confirmer, aux yeux des gouvernements occidentaux, l'urgence de contrer la menace terroriste. Et si certaines controverses ont surgi concernant les moyens qu'il fallait mettre en œuvre pour y parvenir, la riposte financière a suscité un large consensus. Une lutte internationale visant à couper les réseaux terroristes de tous leurs systèmes de financement a été immédiatement engagée.

Cette stratégie s'inspire largement des efforts déployés depuis une quinzaine d'années pour dissuader et réprimer la criminalité financière. C'est en effet le blanchiment des capitaux qui permet à une large gamme de criminels de profiter de leurs revenus tout en évitant les poursuites. Activité aujourd'hui bien connue, le blanchiment comprend trois étapes : le placement, l'empilement et l'intégration. Le placement désigne toutes les opérations permettant d'introduire de l'argent liquide dans le système financier sans éveiller les soupçons. Le fractionnement des dépôts, l'achat de chèques et le convoi transfrontalier d'espèces figurent parmi les méthodes de placement les plus utilisées. Suit l'empilement, qui consiste à faire de multiples transactions pour brouiller davantage les pistes. L'argent est soumis à des conversions et à des transferts fréquents, dans un dédale inextricable de banques et de sociétés. Au moment de l'intégration, les capitaux, déjà dissociés du délit lors des deux étapes précédentes, sont réinvestis dans des activités économiques légitimes. Les secteurs préférés sont ceux – comme l'immobilier, l'hôtellerie et les casinos – qui facilitent les trafics comptables et, conséquemment, le recyclage de nouveaux fonds illicites.

Criminels et fraudeurs blanchissent de l'argent pour en jouir pleinement sans que les activités illégales qui sont à l'origine de leur fortune puissent être repérées. En revanche, les terroristes n'ont pas pour but l'accumulation de profits et leurs sources de financement peuvent être licites – revenus d'entreprises, fonds collectés par des associations, dons de gouvernements et